

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA TROIS CENT VINGTIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 11 juillet 1985, à 10 h 30

Président : M. Bachir OULD-ROUIS (Algérie)

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE

<u>Algérie</u> :	M. B. OULD-ROUIS M. L. MOUSSAOUI M. A. BELAID
<u>Allemagne, République fédérale d'</u> :	M. H. WEGENER M. F. ELBE M. M. GERDTS M. W.N. GERMANN
<u>Argentine</u> :	M. J. CARASALES M. R. GARCIA MORITAN
<u>Australie</u> :	M. R. BUTLER M. R. ROWE Mlle J. COURTNEY
<u>Belgique</u> :	M. M. DEPASSE M. J. RAEYMAECKERS
<u>Birmanie</u> :	U MYA THAN U HLA MYINT
<u>Brésil</u> :	M. C.A. de SOUZA e SILVA M. S. de QUEIROZ DUARTE
<u>Bulgarie</u> :	M. K. TELLALOV M. B. KONSTANTINOV M. P. POPTCHEV M. K. STANKOV
<u>Canada</u> :	M. R. ROCHON M. R. VANIER M. F.R. CLEMINSON
<u>Chine</u> :	Mme WANG ZHIYUN M. LIN CHENG M. LING M. XIA YISHAN M. JIANG ZHENXI Mme ZHOU YUNHUA M. ZHONG WANGTHONG
<u>Cuba</u> :	M. C. LECHUGA HEVIA M. H. RIVERO M. J.L. GARCIA
<u>Egypte</u> :	M. S. ALFARARGI M. M. BADR M. A. ABBAS

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

<u>Etats-Unis d'Amérique</u> :	M. D. LOWITZ M. R. LEVINE Mme M. WINSTON M. D. LAMBERT M. T. BARTHELEMY M. P. LEMBESIS
<u>Ethiopie</u> :	M. K. KEBEDE M. F. YOHANNES
<u>France</u> :	M. J. JESSEL
<u>Hongrie</u> :	M. D. MEISZTER M. F. GAJDA M. T. TOTH
<u>Inde</u> :	M. S. KANT SHARMA
<u>Indonésie</u> :	M. S. SUTOWARDOYO M. B. DARMOSUTANTO Mme R. TANZIL M. HARYO MATARAM
<u>Italie</u> :	M. M. ALESSI M. F. PIAGGESI M. G. ADORNI BRACCESI M. M. PAVESE
<u>Japon</u> :	M. R. IMAI M. M. KONISHI M. K. KUDO
<u>Kenya</u> :	M. P.N. MWAURA
<u>Maroc</u> :	M. O. HILALE
<u>Mexique</u> :	M. A. GARCIA ROBLES Mme Z. GONZALEZ y REYNERO M. P. MACEDO RIBA
<u>Mongolie</u> :	M. L. BAYART M. S-O. BOLD
<u>Nigéria</u> :	M. C.V. UDEDIBIA
<u>Pakistan</u> :	M. K. NIAZ
<u>Pays-Bas</u> :	M. R.J. van SCHAIK M. R. MILDERS
<u>Pérou</u> :	M. P. CANNOCK M. J. GONZALEZ TERRONES M. J. RUBIO CORREO

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

<u>Pologne</u> :	M. S. TURBANSKI M. J. RYCHLAK
<u>République démocratique allemande</u> :	M. H. ROSE M. A. BRIE M. W. KRUTZSCH M. D. FELSKÉ M. M. SILMEIDES
<u>République islamique d'Iran</u> :	M. N. KAZEMI KAMYAB M. F. SHAHABI SIRJANI
<u>Roumanie</u> :	M. I. DATCOU M. A. POPESCOU M. V. FAUR M. S. POP
<u>Royaume-Uni</u> :	M. R.I.T. CROMARTIE M. R.J.S. EDIS M. I.P. CHALMERS M. K.I. MALIN M. D.A. SLINN
<u>Sri Lanka</u> :	M. J. DHANAPALA
<u>Suède</u> :	M. R. EKEUS M. WINGREN
<u>Tchécoslovaquie</u> :	M. M. VEJVODA M. J. HAJGAR
<u>Union des Républiques socialistes soviétiques</u> :	M. V.L. ISSRAELIAN M. M.E. KOKEYEV M. Y.M. NOVOSADOV M. S.V. KOBYSH
<u>Venezuela</u> :	M. O. GARCIA GARCIA
<u>Yougoslavie</u> :	M. M. MIHAJLOVIĆ
<u>Zaire</u> :	M. O.N. MONSHEMVULA
<u>Secrétaire général de la Conférence du désarmement et Représentant personnel du Secrétaire général</u> :	
<u>Secrétaire général adjoint de la Conférence du désarmement</u> :	M. V. BERASATEGUI

Le PRESIDENT : Je déclare ouverte la 320ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Permettez-moi tout d'abord de souhaiter la bienvenue parmi nous aux participants au Programme des bourses des Nations Unies pour le désarmement pour l'année 1985. Ces boursiers assisteront aux séances plénières de la Conférence dans le cadre de leur programme d'études. Je voudrais leur souhaiter un plein succès dans leurs études.

La Conférence poursuit l'examen du point 3 de son ordre du jour, intitulé "Prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui lui sont liées". Toutefois, conformément à l'article 30 du règlement intérieur, tout représentant qui souhaiterait soulever une question quelconque ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

J'ai sur la liste d'orateurs les représentants de la Tchécoslovaquie, du Royaume-Uni, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la République fédérale d'Allemagne et du Mexique.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Tchécoslovaquie, Son Excellence l'Ambassadeur Vejvoda.

M. VEJVODA (Tchécoslovaquie) : Monsieur le Président, Permettez-moi tout d'abord d'exprimer la satisfaction profonde de la délégation tchécoslovaque de voir le représentant de l'Algérie, un pays avec lequel la Tchécoslovaquie entretient des relations d'amitié et d'une très active coopération, à la Présidence de notre Conférence. Votre tâche dans cet avant-dernier mois de la session de cette année n'est pas facile, car on ne peut que constater que rien ne va plus au désarmement. Mais il ne faut pas permettre que l'esprit du pessimisme gagne du terrain dans le cadre de notre Conférence. Il va de soi que dans vos efforts de Président vous pouvez compter sur le soutien complet et la coopération de la délégation tchécoslovaque. Je voudrais aussi m'associer à tous les orateurs précédents qui ont remercié l'Ambassadeur Bagbeni Adeito Nzengeya, du Zaïre, pour sa présidence efficace pendant le mois de juin. Permettez-moi également de souhaiter la bienvenue à l'Ambassadeur Jessel, de la France.

L'orateur poursuit en anglais

Nous voici presque arrivés à mi-chemin de la session d'été. D'ici à quelques semaines seulement, nous terminerons nos travaux pour cette année et, selon toute probabilité, nous ne serons pas en mesure de produire le moindre résultat. C'est là un bilan plus que médiocre, surtout une année où la troisième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération doit se réunir. A cet égard, il est fort regrettable que la Conférence du désarmement se soit trouvée à nouveau dans l'impossibilité de prendre des mesures sur les points de son ordre du jour qui sont directement liés aux efforts visant à renforcer le régime de non-prolifération. Les questions relatives à l'interdiction des essais nucléaires à la cessation de la course aux armements nucléaires et au démarrage du processus de désarmement nucléaire ne seront pas traitées efficacement avant la troisième Conférence d'examen du TNP. Je présume que chacun, dans cette salle, ne connaît que trop bien les raisons pour lesquelles la Conférence du désarmement n'est pas en mesure de commencer ses travaux sur ces questions. Compte tenu de l'impasse où l'on se

trouve actuellement, il est bien naturel de s'attacher à rechercher des mesures concrètes et spécifiques qui pourraient marquer un tournant et établir des conditions favorables à la solution des problèmes vitaux du désarmement nucléaire.

Un pas dans cette direction, un pas important serait l'institution d'un moratoire sur les essais nucléaires. Il y a déjà un certain temps que l'Union soviétique a proposé de s'entendre sur un tel moratoire, qui resterait en vigueur jusqu'à la négociation d'un traité sur la cessation générale et complète des essais d'armes nucléaires. A notre connaissance, les Etats-Unis n'ont pas répondu comme il convenait à cette proposition. Celle-ci a été réaffirmée récemment et une date, le 6 août (ou toute autre date antérieure), a été suggérée pour établir un tel moratoire. A notre avis cette proposition mérite d'être examinée très sérieusement. La laisser de côté serait incompatible avec une attitude de responsabilité à l'égard des problèmes qui touchent aux intérêts vitaux de sécurité de toutes les nations.

Il y a maintenant plusieurs décennies que cette Conférence, ainsi que nombre d'autres formes de négociation multilatérale et bilatérale, procède à des négociations sur le désarmement. Les progrès ont été lents, mais un certain nombre d'accords importants ont été réalisés et leurs dispositions ont été appliquées. Néanmoins, il est inquiétant d'observer que cette période touche peut-être à sa fin, puisqu'en plusieurs occasions, l'utilité de respecter des traités sur le désarmement a été mise en doute. Tel est le cas pour l'Accord SALT II, ainsi que les deux accords soviéto-américains sur la limitation des essais nucléaires souterrains et les explosions nucléaires pacifiques. Cependant, ce qui est très préoccupant, c'est le fait qu'il existe une spéculation politique tendant à se servir des progrès récents de la technique pour menacer un certain nombre d'accords de désarmement importants, et en premier lieu le Traité de 1972 sur la limitation des systèmes de missiles antimissiles, le Traité ABM. Il va de soi que je fais allusion à l'"initiative de défense stratégique" présentée par l'actuelle Administration des Etats-Unis. L'annonce même de cette initiative, qui n'a rien de commun avec une recherche sincère et réaliste de la sécurité, et sa réalisation accélérée, ont déjà eu et continuent d'avoir une incidence négative sur le développement des relations soviéto-américaines et sur l'ensemble des relations Est-Ouest. Cela est apparu clairement au cours de la première série d'entretiens soviéto-américains tenus à Genève sur l'ensemble des questions concernant les armes nucléaires et spatiales. Selon les informations dont nous disposons, la deuxième série d'entretiens est également marquée de façon décisive par une insistance obstinée sur la mise en oeuvre de l'IDS. Apparemment, l'une des parties a tendance à oublier que seul un accord portant sur les trois domaines, à savoir les armes nucléaires stratégiques, les armes nucléaires de portée intermédiaire et les armes spatiales, peut prévenir l'apparition d'une situation dans laquelle les limitations imposées dans un ou deux domaines seraient remises en question par l'absence de limites à la mise au point scientifique et technologique d'armes appartenant à la troisième catégorie.

La mise en oeuvre de l'IDS pourrait constituer un précédent très dangereux dans la mesure où elle rouvrirait la voie d'une course aux armements qui avait été close par le Traité sur la limitation des systèmes de missiles antimissiles il y a 13 ans. Il n'est guère étonnant qu'on ait avancé récemment des interprétations diverses et souvent divergentes de ce Traité. L'une de ces interprétations tend à nous faire croire que ce Traité autorise les essais d'armes spatiales. Et ce n'est pas seulement l'opinion personnelle d'un expert

en la matière. C'est la conclusion qui ressort de la déclaration du Pentagone publiée en avril de cette année. Ce rapport énumère 15 essais majeurs qui, selon le Pentagone, ont pu être effectués sans violer les dispositions de ce Traité. Il englobe également les essais portant sur des armes basées dans l'espace et destinées à abattre les projectiles ennemis sur leur trajectoire. Devant les doutes justifiés qui ont été exprimés à cet égard, on a donné une explication "flexible" : ces armes détruiraient des armes antisatellites et non des missiles antibalistiques. Le Directeur adjoint de la Federation of American Scientists, John Pike, a réagi à cette explication en déclarant qu'un essai serait "un gaspillage d'argent" puisque l'Aviation sait déjà abattre des armes antisatellites.

Les protagonistes de l'IDS font état de prétendues violations du Traité ABM par l'Union soviétique. Les émissaires des Etats-Unis déploient beaucoup d'activité et sermonnent le public çà et là sur ce sujet. Cependant, pour autant que nous sachions, malgré ces flots de paroles, aucune preuve sérieuse n'a été jamais présentée. En outre, il y a quelques jours seulement, le Secrétaire général du Comité central du PCUS, Mikhaïl Gorbatchev, a invité les Etats-Unis à réaffirmer de concert avec l'Union soviétique leur attachement au régime du Traité ABM, traité d'une durée illimitée. Il a dit en outre, et je cite un extrait de la réponse de M. Gorbatchev au message de l'Union of concerned scientists :

"L'Union soviétique ne met pas au point d'armes de frappe spatiales ni de systèmes de défense antimissiles à grande échelle, ni même les bases d'une telle défense; elle remplit scrupuleusement les obligations générales et particulières qui lui incombent au titre du Traité; elle observe strictement l'esprit et la lettre de ce très important document. Nous invitons les dirigeants américains à se joindre à nous, à renoncer aux plans de militarisation de l'espace extra-atmosphérique qui, inévitablement, conduiront à la destruction de ce document, maillon clef de tout le processus de limitation des armements nucléaires."

La crainte de voir la course aux armements s'étendre à l'espace extra-atmosphérique n'est pas absolument nouvelle. En maintes occasions, nous avons entendu à la Conférence, ainsi qu'au Comité qui l'a précédée, des délégués de pays de l'Est, de pays non alignés, ainsi que de pays occidentaux exprimer leur crainte que la course aux armements dans l'espace et plus précisément l'initiative de défense stratégique, n'aient d'énormes conséquences défavorables pour l'humanité. Depuis, nous avons été soumis à une vaste propagande des Etats-Unis fondée sur le slogan selon lequel l'IDS fera mettre au rebut les armes nucléaires et sur l'affirmation que cette initiative se limitera au domaine de la recherche et plus récemment, qu'elle ne représente qu'une idée, qu'elle est loin d'être réalisée, etc.; cependant, il est difficile de croire tous ces arguments, qui n'ont d'autre but que d'apaiser l'opinion publique mondiale. Nous nous rappelons fort bien que lors de l'annonce de l'IDS, on a déclaré que l'URSS ne pourrait jamais rattraper ce niveau, du fait de son retard dans le domaine de la technique nécessaire. Ainsi il était clair depuis le début que ce projet est en fait le résultat et une manifestation d'un effort continu à long terme pour rompre l'équilibre militaro-stratégique sur une base qualitativement nouvelle. C'est le point culminant d'un effort pour atteindre la

supériorité militaire sur l'URSS, pour intercepter une frappe nucléaire de représailles, pour édifier de nouveaux moyens de chantage et de diktat. Même si nous étions prêts à admettre que l'IDS a quelque chose en commun avec la défense, il n'est que trop évident que ses objectifs fondamentaux sont offensifs, car la défense dont il s'agit a une seule et unique ambition : accroître le potentiel offensif global. Le développement intensif récent du potentiel offensif des Etats-Unis est la meilleure confirmation de cette simple vérité. Et que seront sans aucun doute les conséquences de l'IDS ?

Dans un sens plus large, l'IDS jettera le doute sur tous les accords soviéto-américains existants dans le domaine de la limitation des armements. En dehors du Traité ABM, elle compromettrait un certain nombre d'accords multilatéraux comme l'Accord de Moscou de 1963 sur l'interdiction partielle des essais, le Traité sur l'espace de 1967 et le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Avec les progrès de la recherche et des essais menés dans le cadre de l'IDS il apparaîtrait inévitablement de plus en plus de conséquences néfastes pour les accords existants de limitation des armements. Je voudrais ici souligner qu'il s'agit de la recherche et des essais". Habituellement les résultats de la recherche sont immédiatement soumis à des essais. On doit se demander s'il est possible de séparer clairement et sans contestation possible la recherche des essais. Si c'était possible, alors évidemment cela se traduirait par une réduction considérable du coût du programme. Il y a bien entendu d'autres conséquences possibles. Il est tout à fait clair que face au renforcement des capacités défensives-offensives dans l'espace, nul ne serait prêt à réduire son potentiel de missiles balistiques. Il sera alors très difficile d'arriver à des accords de limitation des armements, que ce soit dans les négociations bilatérales de Genève ou dans d'autres forums. Ainsi, le danger du déclenchement d'une guerre nucléaire serait encore accru.

Un bon exemple de cette situation est donné par la recherche sur les lasers à rayons X. Parlant de l'IDS, les fonctionnaires de l'Administration américaine mettent habituellement l'accent sur l'emploi de dispositifs non nucléaires pour détruire des missiles dans l'espace. Néanmoins, la recherche sur des armes spatiales dotées d'un laser à rayons X alimenté par une bombe nucléaire a été activement poursuivie. Il y a seulement quelques semaines, un important progrès a été signalé dans le développement de ces armes, consistant à accroître la brillance et donc la puissance du dispositif à rayons X en focalisant les rayons. Le laser à rayons X, qui est développé depuis près de cinq ans au Lawrence Livermore National Laboratory, en Californie, utilise une explosion nucléaire comme source d'énergie.

Où est la garantie que les planificateurs militaires résisteront à la tentation de tirer parti de cette récente percée et que les armes nucléaires ne seront pas finalement introduites dans l'espace ? En tout cas, jusqu'ici, nous n'avons pas été les témoins de beaucoup de modération dans les efforts déployés pour utiliser le progrès scientifique et technique à des fins militaires. Déjà, d'éminents politiciens et experts ont exprimé l'avis que l'IDS signifie une nouvelle prolifération verticale des armes nucléaires. On ne peut pas non plus écarter le risque que si l'une ou l'autre des superpuissances nucléaires ou les deux continuent de développer leur dispositif défensif-offensif de missiles balistiques, les autres Etats dotés d'armes nucléaires pourraient être tentés de prendre des mesures analogues également dans le domaine nucléaire, relançant ainsi la prolifération verticale des armes nucléaires.

(M. Vejvoda, Tchécoslovaquie)

L'attitude largement critique, ou au moins très réservée, à l'égard de l'IDS, y compris parmi les alliés des Etats-Unis, est l'une des raisons pour lesquelles l'Administration Reagan recherche l'approbation de ses alliés ouest-européens de l'OTAN concernant la participation de ces pays à l'IDS, essentiellement sous la forme d'un engagement de ne pas la contester et au contraire de l'appuyer, d'être prêts à en supporter toutes les conséquences pour leurs propres intérêts à la fois en Europe et dans le monde, sans murmurer. Ce qui est en question, ce n'est pas la possibilité d'avoir accès aux progrès scientifiques et techniques, jusqu'ici douteux, amenés par la mise en oeuvre de l'IDS, pour développer l'économie civile, mais la possibilité d'opérer une ponction illimitée sur le potentiel scientifique et technique de l'Europe occidentale. Cela veut dire non pas de grosses commandes stimulant le développement économique ouest-européen, mais de petites miettes tombant du complexe militaro-industriel américain et, ce qui est plus important, le moyen d'écarter le progrès scientifique et technique en Europe.

Les conséquences économiques de la mise en oeuvre de l'IDS seraient véritablement sans précédent. Elle conduirait à un détournement massif de ressources matérielles, humaines et financières du secteur civil vers le secteur militaire. Ce détournement multiplierait certainement les problèmes économiques mondiaux, avec des réductions substantielles des activités du secteur social. De nouvelles augmentations des dépenses militaires, déjà massives, auront des effets néfastes non seulement sur l'économie des pays directement impliqués, mais aussi sur le reste du monde, en particulier sur ceux dont les ressources sont les plus limitées.

Il y a un autre aspect hautement négatif de la mise en oeuvre de l'IDS, lui aussi de nature économique. Plus on investit de ressources et plus des milliers de gens dépendent du projet pour leurs carrières, plus il devient difficile de le stopper, et il acquerrait ainsi une vitesse propre.

Plus on analyse le projet IDS et ses conséquences possibles, plus on en vient à la conclusion qu'une approche complètement différente est nécessaire, en particulier en ce qui concerne l'espace extra-atmosphérique. Un excellent exemple est le moratoire sur le placement d'armes antisatellites dans l'espace, dont l'URSS a lancé l'idée il y a deux ans, en s'affirmant prête à le respecter aussi longtemps que les autres Etats agiront de même. Ce moratoire crée des conditions favorables à la réalisation d'un accord pour mettre définitivement un terme au développement de nouveaux systèmes antisatellites et démanteler les systèmes que possèdent déjà l'URSS et les Etats-Unis, y compris ceux dont les essais ne sont pas encore achevés.

En ce qui concerne l'espace, nous considérons que les négociations bilatérales et les négociations multilatérales devraient se compléter. Nous avons donc bien accueilli la création du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, et nous sommes tout à fait prêts à coopérer avec les autres délégations à la Conférence du désarmement dans l'accomplissement de son mandat. Des précisions sur la façon dont cela devrait se faire selon nous figurent dans le document de travail d'un groupe de pays socialistes publié sous la cote CD/607 et présenté mardi par l'ambassadeur Bayart, de la Mongolie, que je tiens tout particulièrement à saluer aujourd'hui, le jour de la fête nationale de son pays.

(M. Vejvoda, Tchécoslovaquie)

Permettez-moi de conclure, Monsieur le Président, en exprimant la ferme conviction de ma délégation que le Comité spécial de l'espace extra-atmosphérique est en mesure de faire un travail utile dès la présente session. Ce qu'il faut, c'est une approche constructive de la part de toutes les délégations, d'accord pour penser que la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique est vitale pour toutes les nations.

L'espace doit être utilisé au profit de toute l'humanité à des fins pacifiques, pour la communication, l'éducation, le transfert d'information et l'étude des ressources naturelles. Tel est le domaine dans lequel les scientifiques du monde entier doivent coopérer. L'Académie des sciences tchécoslovaque, ayant à l'esprit cette noble tâche, va organiser un colloque international sur le sujet. Nous espérons qu'il incitera tous les pays, de l'Est et de l'Ouest, du Nord et du Sud, à coopérer pacifiquement dans l'espace. Cela servirait certainement davantage l'humanité que tous les plans de guerre des étoiles quels qu'ils soient.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Tchécoslovaquie de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la Présidence.

Je donne maintenant la parole au représentant du Royaume-Uni, Son Excellence l'Ambassadeur Cromartie.

M. CROMARTIE (Royaume-Uni) (traduit de l'anglais) : Comme c'est la première fois que je prends la parole en plénière au cours de ce mois, Monsieur le Président, je voudrais vous présenter mes félicitations à l'occasion de votre accession à la Présidence pour le mois de juillet. J'espère que le fait que nous entamons ce mois-ci le deuxième cycle alphabétique des présidences sera d'un bon augure pour nos travaux. Je me félicite des efforts que vous déployez pour résoudre les problèmes auxquels la Conférence est confrontée et je tiens à vous donner l'assurance que ma délégation vous appuiera sans réserve dans vos importantes et difficiles fonctions. Je voudrais aussi exprimer les remerciements de ma délégation à votre prédécesseur, l'Ambassadeur Bagbeni, du Zaïre, pour la compétence avec laquelle il a exercé la présidence au cours du mois de juin.

Je voudrais aujourd'hui traiter des points de notre ordre du jour relatifs aux questions nucléaires et, pour apporter une contribution concrète à nos travaux, présenter un nouveau document sur la surveillance sismologique d'une interdiction complète des essais.

Ainsi que l'a fait observer mon Ministre, M. Luce, lorsqu'il a pris la parole à la Conférence, le 12 mars, nos débats sur les questions nucléaires se déroulent dans un climat plus encourageant que ce n'était le cas l'année dernière, du fait de la reprise des négociations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur les armements nucléaires et sur la question supplémentaire des armements spatiaux. Certains milieux ont récemment formulé en public des observations négatives au sujet des perspectives de ces négociations, mais ces observations semblent pour le moins prématurées à ma délégation. Compte tenu de l'importance et de la complexité du sujet, il est toujours apparu à l'évidence que ces négociations seraient longues et difficiles. Néanmoins, ces négociations bilatérales entre les

(M. Cromartie, Royaume-Uni)

deux puissances qui possèdent une prépondérance écrasante en matière d'armes nucléaires et la plus forte capacité militaire dans l'espace offrent de loin l'espoir le plus réaliste d'arrêter la course aux armements nucléaires et d'amorcer le processus de réduction de ces armements.

C'est la raison pour laquelle ma délégation, ainsi que d'autres, n'a pas été en mesure d'approuver les appels visant à engager des négociations multilatérales sur cette question à la Conférence du désarmement au titre du point 2 de notre ordre du jour. A notre avis, ces négociations seraient irréalistes et prématurées, et pourraient même nuire aux perspectives des négociations bilatérales. Pour la même raison, nous ne pensons pas que la création d'un organe subsidiaire au titre de ce point de l'ordre du jour soit d'une utilité quelconque à l'heure actuelle.

S'agissant du point 6 de notre ordre du jour, relatif aux garanties de sécurité négatives, la déclaration unilatérale qu'a faite le Royaume-Uni demeure un énoncé ferme, crédible et fiable de notre politique concernant l'utilisation de nos armes nucléaires. Nous ne sommes pas opposés au principe d'une convention internationale en la matière, bien que les travaux accomplis dans les organes subsidiaires qui ont précédés notre Conférence aient montré les difficultés que présentait l'élaboration d'un tel instrument.

Nous reconnaissons l'importance vitale de la prévention de la guerre nucléaire, visée au point 3 de l'ordre du jour de la Conférence. En sa qualité d'Etat doté d'armes nucléaires, le Royaume-Uni reconnaît la responsabilité qui lui incombe de faire tout ce qui est en son pouvoir pour assurer que les armes nucléaires ne soient jamais utilisées. Comme auparavant, notre politique consiste à dissuader l'agression et à prévenir toute guerre. Notre approche à cet égard est exposée en détail dans le projet de résolution que nous avons présenté, avec d'autres délégations, à la Première Commission de la dernière Assemblée générale, ainsi que dans notre réponse à la note du Secrétaire général en date du 26 décembre 1984. Nous sommes reconnaissants au Secrétaire général du rapport qu'il a établi sur cette question et qui a été publié en tant que document de la Conférence sous la cote CD/603. Ce document est un bon résumé des vues exprimées et il contient, aux paragraphes 79 à 88, une analyse pertinente des terrains d'entente existants. Pour notre part, nous sommes sceptiques quant à l'intérêt des déclarations fracassantes mais non exécutoires du genre de celles préconisées par quelques délégations. Néanmoins, nous restons prêts à discuter de cette question et à examiner toutes les conceptions réalistes et pratiques qui pourraient être avancées pour réduire le danger de guerre, en particulier de guerre nucléaire. Nous pensons qu'il devrait être possible d'élaborer un cadre généralement acceptable pour procéder à une telle discussion systématique à la Conférence et nous appuyons la poursuite des efforts déployés à cette fin.

L'essentiel de ma déclaration porte aujourd'hui sur le point 1 de notre ordre du jour, à savoir l'Interdiction des essais nucléaires. Comme l'a réaffirmé le Ministre britannique responsable, M. Luce, à la Chambre des communes, à une date aussi récente que le 7 juin, "le Gouvernement de Sa Majesté, conformément à ses obligations internationales, reste fermement attaché à la recherche d'une interdiction complète et véritable des essais". Dans le contexte d'une réduction substantielle du nombre d'armes nucléaires, cela pourrait constituer un pas important vers le désarmement nucléaire.

(M. Cromartie, Royaume-Uni)

Le Royaume-Uni a montré qu'il appuyait l'imposition de limitations effectives dans ce domaine en devenant l'une des Parties originaires au Traité d'interdiction partielle (ou limitée) des essais de 1963 qui interdit les explosions expérimentales d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, un Traité dont il a rigoureusement respecté les dispositions. Il y a maintenant 113 Parties à cet important Traité, qui a mis fin dans la pratique aux essais dans l'atmosphère, même par des pays qui n'y sont pas Parties. La facilité relative avec laquelle on peut détecter et identifier les essais nucléaires dans l'atmosphère est de nature à donner confiance au niveau international quant au respect intégral de cette interdiction.

Le Royaume-Uni a participé pleinement et de façon active aux efforts accomplis depuis lors pour réaliser une interdiction complète des essais nucléaires dans tous les milieux. Certes, c'est là une tâche beaucoup plus difficile, tant sur le plan technique que politique, à cause du risque qu'un pays pourrait retirer un avantage militaire clandestin du fait d'explosions nucléaires souterraines non détectées. De concert avec les Etats-Unis et l'Union soviétique, le Royaume-Uni a participé à partir de 1977 à des négociations trilatérales sur une interdiction complète des essais, qui ont été suspendues en 1980, faute d'avoir pu résoudre plusieurs problèmes importants.

En 1982, le Royaume-Uni a vigoureusement appuyé la création, au Comité du désarmement, d'un groupe de travail sur l'interdiction des essais nucléaires et a participé activement et pleinement à ses travaux. Au cours de la session de 1983, j'ai présenté, pour contribuer aux travaux de la Conférence du désarmement sur cette question, deux documents de fond intitulés "Rapport entre les explosions nucléaires pacifiques et une interdiction des essais nucléaires" (CD/383) et "Aspects de la vérification d'un traité d'interdiction complète des essais" (CD/402). Nous avions espéré que ces deux documents feraient l'objet d'un examen détaillé et nous avons été très déçus de l'absence de consensus au sujet de la création d'un Comité spécial de la Conférence du désarmement chargé de poursuivre les travaux du Groupe de travail, étant donné que ce problème de procédure nous a empêché de poursuivre une discussion de fond sur ces questions importantes, et en particulier sur les aspects détaillés soulevés dans les deux documents de travail britanniques de 1983. Le 20 juillet 1984, la délégation du Royaume-Uni, avec d'autres délégations occidentales, a présenté un projet de mandat plus étendu (CD/521) pour le Comité spécial sur l'interdiction des essais nucléaires visant à lui permettre de reprendre "son examen quant au fond de questions particulières relatives à une interdiction complète des essais, y compris la question de la portée ainsi que celles relatives à la vérification et au respect, en vue de la négociation d'un traité en la matière". Je rappellerai qu'à la 39ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies, un grand nombre de délégations ont voté en faveur d'un paragraphe d'une résolution spécifiant la nécessité de reprendre les travaux à la Conférence du désarmement précisément sur cette base. Malgré les réticences apparentes d'une minorité d'autres pays, nous restons convaincus de l'intérêt qu'il y a à poursuivre à la Conférence du désarmement des travaux de fond en direction d'une interdiction complète des essais. Comme je l'ai dit dans la déclaration que j'ai faite le 21 mars au nom d'un groupe de pays occidentaux, nous devons continuer "de rechercher un accord sur un libellé qui permettrait à la Conférence d'entreprendre un travail pratique sur ce point". Nous sommes heureux que les efforts à cette fin se poursuivent à la présente session de la Conférence.

(M. Cromartie, Royaume-Uni)

Pour le Royaume-Uni, un traité d'interdiction des essais ne serait acceptable que s'il contenait des dispositions appropriées visant à en assurer le respect par toutes les parties au traité. La nécessité de venir à bout des difficultés que suscite encore la vérification du respect est au centre du vaste débat consacré à une interdiction complète des essais depuis 25 ans. La question ne peut être évitée ou écartée sous prétexte qu'elle serait trop compliquée, trop difficile à comprendre ou trop détaillée pour mériter plus ample discussion, parce qu'un traité d'interdiction complète des essais inadéquat qu'il serait possible de tourner serait parfaitement inutile. La poursuite clandestine d'essais nucléaires à des niveaux suffisants pour conférer un avantage militaire significatif aurait de très graves conséquences, de portée considérable, non seulement pour le traité proprement dit, mais aussi pour la sécurité et la stabilité internationales en général. Une interdiction complète des essais devra donc comporter, à titre d'élément essentiel, des mesures destinées à empêcher efficacement ces essais clandestins. J'insiste sur le terme efficacement, car nous ne recherchons pas une vérification à cent pour cent. Les questions qui exigent, à notre avis, une réponse sont les suivantes :

- Une manoeuvre quelconque de dissimulation non détectée conférerait-elle un avantage militaire significatif ?
- Les cas importants de non-respect seront-ils décelés suffisamment tôt pour que les contre-mesures voulues puissent être prises ?
- Si l'on peut prouver que l'accord n'a pas été respecté, les preuves seront-elles suffisamment convaincantes pour justifier ces contre-mesures ?
- Et si nous étions sûrs de pouvoir répondre correctement à ces questions, pourrions-nous aussi être certains que les risques de révélation devant l'opinion internationale décourageront un pays tenté de s'écarter du strict respect des dispositions de l'accord ?

Le Royaume-Uni participe activement aux utiles travaux techniques du Groupe spécial d'experts scientifiques créé par un organisme qui a précédé la Conférence du désarmement. Je voudrais saisir l'occasion qui m'est offerte pour remercier de leur travail, le Groupe et son Président, M. Dahlman, de Suède, le Secrétaire scientifique M. Ringdal, de Norvège, et le coordonnateur de l'essai technique, M. McGregor, d'Australie. Le Groupe doit se réunir à nouveau prochainement à Genève. Il leur reste encore beaucoup à faire aux termes du présent mandat et ils pourraient entreprendre d'autres travaux de grand intérêt. Nous espérons donc que le mandat du Groupe sera renouvelé, et le cas échéant élargi, d'un commun accord.

Les participants à la Conférence ont eu récemment une occasion exceptionnelle de voir sur le terrain, en Norvège, comment sont conduites les recherches dans ce domaine et comment s'effectuent les observations sismologiques. Je voudrais profiter de cette occasion pour remercier publiquement le Gouvernement norvégien de sa généreuse hospitalité, et de tout ce qu'il a fait pour que notre séjour en Norvège soit fructueux, tant d'un point de vue professionnel que personnel. Ce séjour m'a permis de me faire une idée de l'extrême précision du matériel sismologique nécessaire à cette fin et de l'extraordinaire complexité des opérations de transmission, de corrélation et d'analyse des résultats des observations. La station complexe NORESS est à l'avant-garde des techniques visant

(M. Cromartie, Royaume-Uni)

à améliorer les possibilités de détection et d'identification des signaux sismiques faibles émis à des distances ne dépassant pas l'échelle de la région, ce qui nous permettra sûrement d'améliorer sensiblement la capacité de les détecter et de les identifier dans le faible rayon d'action pour lequel elle a été conçue. Nous espérons que cette expérience permettra de trouver à temps une solution à certains des problèmes techniques en suspens dont il est question dans les conclusions du rapport présenté par la Norvège (CD/599) sur le séminaire d'Oslo. Nous partageons l'avis de la Norvège selon lequel il est essentiel de mettre en place un réseau sismologique mondial, comme l'a proposé le Groupe spécial d'experts scientifiques.

Dans le document de travail qu'il a présenté en 1983 (CD/402), et que j'ai déjà mentionné, le Royaume-Uni indique que la surveillance sismologique est la technologie la plus prometteuse pour collecter à grande distance des données sur des explosions souterraines et qu'elle est un élément essentiel de tout arrangement de vérification dans le cadre d'une interdiction complète des essais. Il a attiré aussi l'attention sur le fait que les techniques actuelles en matière de surveillance sismologique devraient être améliorées pour que l'on puisse envisager une vérification satisfaisante de l'interdiction complète des essais. Il est regrettable que ce document n'ait pas encore été étudié en détail par la Conférence.

Ma délégation continue d'espérer que le projet de mandat des pays occidentaux, que j'ai précédemment mentionné, servira de base pour créer un Comité spécial de la Conférence, qui pourra examiner à fond ces questions complexes. Ayant cela présent à l'esprit, je voudrais vous présenter aujourd'hui un autre document de travail du Royaume-Uni intitulé "Surveillance sismologique d'une interdiction complète des essais nucléaires", qui a été distribué sous la cote CD/610. Ce document est destiné à compléter le document précédent par une analyse plus détaillée des problèmes liés à la vérification sismologique. Il vise à expliquer et à distinguer deux problèmes fondamentaux concernant la surveillance d'une interdiction des essais nucléaires par des moyens sismologiques : la détection des signaux sismiques produits par des explosions nucléaires par rapport au bruit de fond sismique ambiant et l'identification des signaux sismiques, c'est-à-dire la distinction entre les signaux dus aux tremblements de terre et les signaux produits par des explosions provoquées. Dans chaque cas, le document décrit les possibilités techniques actuelles et leurs perspectives d'amélioration. Il passe en revue certaines techniques qui pourraient servir à détecter ou à identifier des essais clandestins effectués en violation d'une interdiction complète des essais, évalue leur efficacité probable et examine les possibilités techniques offertes dans le cadre d'un réseau sismologique mondial pour la surveillance d'une interdiction complète des essais à distance télé-sismique. La délégation britannique est persuadée que ce document de travail devrait contribuer pour beaucoup à faire avancer le débat consacré par la Conférence à la vérification d'une interdiction des essais nucléaires, principal problème à résoudre pour qu'une interdiction soit efficace.

De toute façon, le problème de la vérification d'une interdiction complète des essais est déjà difficile en lui-même. Mais il devient encore beaucoup plus complexe parce que certains membres de la Conférence insistent pour que les explosions nucléaires à des fins pacifiques soient exemptées de l'interdiction des essais. Ce problème a été analysé en détail dans l'autre document

(M. Cromartie, Royaume-Uni)

de travail présenté par le Royaume-Uni le 17 juin 1983 (CD/383), document que j'ai déjà mentionné. Comme M. Douglas Hurd, alors Ministre d'Etat pour les affaires extérieures et du Commonwealth, l'a dit clairement dans la déclaration qu'il a faite le 10 mars 1983 en séance plénière, le Gouvernement britannique serait prêt à renoncer de façon permanente au droit de procéder à des explosions nucléaires à des fins pacifiques dans le cadre d'un accord portant interdiction générale de toutes les explosions nucléaires dans tous les milieux. Comme il l'a ajouté, les pays qui préconisent une exemption pour les explosions nucléaires pacifiques, ce qui n'est pas le cas du Royaume-Uni, devraient nous exposer en détail le système concret de vérification qu'ils proposent, afin de nous donner l'assurance que les explosions nucléaires qu'ils pourraient effectuer sont destinées exclusivement à des fins pacifiques et ne leur apportent aucun avantage militaire quel qu'il soit.

Pour terminer, j'aimerais parler d'un résultat important des négociations multilatérales sur la limitation des armements, le Traité sur la non-prolifération négocié par l'un des organes qui ont précédé la Conférence, à savoir la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement. Ma délégation attend avec intérêt qu'un examen approfondi de son fonctionnement et des résultats obtenus ait lieu dans le même esprit constructif que celui qui a caractérisé les trois réunions du Comité préparatoire tenues ici à Genève. Le Traité a été jusqu'ici ratifié par 129 Etats, soit le nombre le plus élevé de parties pour un traité multilatéral dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement. Selon mon Gouvernement, il a renforcé la sécurité non seulement pour nous tous qui y avons adhéré, mais encore pour le monde entier. Par ailleurs, il a contribué à empêcher la prolifération des armes nucléaires à la fois en créant un climat de confiance mutuelle et en établissant une norme de comportement international.

Il a donc contribué dans une large mesure à la réalisation de l'un des objectifs que nous nous sommes fixés : la prévention de la guerre nucléaire. Son système global de vérification, unique en son genre, qui est assuré par les garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique, a créé un climat de confiance à l'échelon international et a servi de base au développement du commerce nucléaire et à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire dans de nombreux pays de par le monde. La disposition de l'article VI, qui prévoit des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire, montre que toutes les parties au Traité désirent vivement voir réalisés ces objectifs. Pendant les premières années qui ont suivi l'entrée en vigueur du Traité, en 1970, une série de résultats importants ont été enregistrés en matière de désarmement, à la fois à l'échelon multilatéral et bilatéral. Mais, à notre grand regret à tous, pendant cette décennie, le climat international n'a pas encore été favorable à de nouveaux progrès dans ce domaine. Cette année l'espoir renaît avec la reprise des négociations bilatérales entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, sur une base plus large que jamais en vue de prévenir une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique, de limiter et de réduire les armements nucléaires et de renforcer la stabilité stratégique. Nous devons tous espérer ardemment que ces négociations seront couronnées de succès et tout mettre en oeuvre pour contribuer à leur réussite. En attendant il importe de maintenir et de renforcer le large consensus qui existe déjà en ce qui concerne la non-prolifération des armes nucléaires. C'est dans cet esprit que ma délégation abordera la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération, pierre angulaire du régime international de non-prolifération.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Royaume-Uni de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la Présidence.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, Son Excellence l'Ambassadeur Issraelyan.

M. ISSRAELYAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Monsieur le Président, la délégation soviétique voudrait évoquer aujourd'hui le problème de la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique. Ce n'est pas la première intervention que nous consacrons à cette question. Mais vu son importance et son caractère actuel, nous aimerions exposer de nouveau notre position à ce sujet, étant donné que le Comité spécial vient de commencer ses travaux.

Le 9 juillet, un groupe de pays socialistes a présenté un document de travail dans lequel sont exposées, de façon concise, des réflexions relatives au programme de travail de la Conférence dans ce domaine. Je voudrais profiter de la possibilité qui s'offre à moi pour féliciter l'Ambassadeur de la République populaire mongole et, en sa personne, le peuple mongol tout entier à l'occasion de la fête qui marque le 64ème anniversaire de la Révolution populaire. Les Etats socialistes partent du principe qu'au moment où la course aux armements menace véritablement de s'étendre à l'espace extra-atmosphérique, on peut et on doit arrêter, inverser et en fin de compte exclure, cette évolution funeste des événements, et cela par des moyens politiques, en prenant de toute urgence des mesures concrètes, concertées lors de négociations aussi bien bilatérales que multilatérales. Selon nous, la Conférence peut nous aider beaucoup dans ce domaine.

Tout le monde s'accorde à dire que le problème de la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique est aujourd'hui un des éléments fondamentaux des relations internationales actuelles. Ce fait est confirmé par les travaux de nombreux organes internationaux, gouvernementaux et non gouvernementaux y compris l'Organisation des Nations Unies, la Conférence du désarmement, ainsi que les discussions reproduites dans la presse mondiale, et diverses autres négociations. Nul ne contestera probablement que l'avenir de l'humanité dépend pour beaucoup de la solution que nous apporterons à ce problème.

On peut se demander pourquoi la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique se pose avec tant d'acuité [précisément aujourd'hui] alors que quelques dizaines d'années se sont écoulées depuis la mise sur orbite de satellites dans l'espace extra-atmosphérique et le lancement de nombreux vaisseaux spatiaux.

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Si l'énergie nucléaire a d'abord été utilisée à des fins militaires et seulement ensuite à des fins pacifiques, l'exploration de l'espace extra-atmosphérique par contre a commencé en 1957, avec le lancement d'un satellite artificiel soviétique, dans le cadre de l'Année géophysique internationale, et cela dès le début à des fins pacifiques et sur la base de la coopération internationale.

Depuis déjà près de trois décennies la coopération pacifique dans l'espace extra-atmosphérique, au service de l'humanité, se révèle efficace pour résoudre de nombreux problèmes au niveau mondial, y compris des problèmes de développement économique. Il s'agit par exemple de l'étude et de l'utilisation plus large des ressources naturelles de la Terre, de la lutte contre les catastrophes naturelles, de l'approvisionnement en produits alimentaires, de l'amélioration des transports et des communications, de la création de nouveaux matériaux et de nouvelles technologies. Les possibilités et perspectives en ce domaine sont quasi illimitées, comme l'espace extra-atmosphérique lui-même.

Et voilà qu'aujourd'hui, l'humanité se trouve devant un danger bien réel qui consiste dans la mise au point et l'installation dans l'espace extra-atmosphérique de moyens d'attaque destinés à atteindre des objectifs dans l'espace et à partir de l'espace, dans l'atmosphère ou sur la Terre et dans le déploiement d'armes qui, à partir de n'importe quel milieu, pourraient frapper des objectifs situés dans l'espace. Ceci conduira à une situation diamétralement opposée à celle que nous connaissons aujourd'hui en raison de l'apparition d'une nouvelle catégorie d'armes - les moyens d'attaque spatiaux - armes susceptibles d'atteindre n'importe quel objectif dans le monde et dont les fonctions et caractéristiques sont qualitativement nouvelles.

La réalité aujourd'hui - et les discussions montrent que de nombreuses délégations s'intéressent à cet aspect du problème - c'est qu'à l'heure actuelle, les différents Etats ne disposent pas de systèmes de frappe installés dans [dans leurs arsenaux] l'espace. Les satellites de télécommunication, de navigation, de détection d'attaque de missiles et autres en leur possession, ne sont pas des armes proprement dites. Ils ne constituent pas une menace d'attaque directe dans l'espace ou à partir de l'espace. Ils n'envoient aucun projectile et ne peuvent frapper d'autres objectifs.

Affirmer que la militarisation de l'espace extra-atmosphérique aurait commencé depuis longtemps déjà, pour ainsi dire avec l'apparition des satellites à fins multiples et que la course aux armements se poursuivrait depuis dans l'espace extra-atmosphérique, n'est pas conforme à la réalité.

Avec la présentation de l'"initiative de défense stratégique", le monde a appris que les Etats-Unis entendaient faire de l'espace extra-atmosphérique un nouveau théâtre de confrontation militaire. Je voudrais, pour que tout soit clair, préciser que lorsque nous évoquons l'"initiative de défense stratégique", nous ne le faisons pas dans un esprit polémique mais parce que, objectivement, c'est aujourd'hui le seul programme qui se fixe pour objectif et s'efforce de réaliser rapidement le déploiement d'une nouvelle catégorie d'armes dans l'espace extra-atmosphérique.

L'Union soviétique n'a pas de tels programmes ni de telles intentions. Dans sa réponse au message de l'association américaine "Union of concerned scientists" publiée récemment, M. S. Gorbatchev a notamment souligné ce

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

qui suit : "Au nom des dirigeants soviétiques, je tiens à déclarer sans ambiguïté que l'Union soviétique ne prendra pas l'initiative d'armer l'espace extra-atmosphérique. Nous appliquerons tous nos efforts pour convaincre les autres pays, avant tout les Etats-Unis d'Amérique, de ne pas prendre une initiative aussi funeste qui, inévitablement, accroîtrait la menace d'une guerre nucléaire et déclencherait une course aux armements effrénée tous azimuts."

Ce document important expose la position de principe de l'URSS sur ce problème clef de la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique et de sa cessation sur Terre. A la demande de la délégation soviétique, le texte de la réponse de M. S. Gorbatchev sera distribué comme document officiel de la Conférence du désarmement.

Les auteurs de l'"initiative de défense stratégique" qui, à juste titre, a été qualifiée aux Etats-Unis mêmes de programme de la "guerre des étoiles", s'efforcent de convaincre le monde que la mise en oeuvre de ce programme, ou en d'autres termes l'extension de la course aux armements à l'espace extra-atmosphérique, devrait contribuer à renforcer la paix, à prévenir une guerre nucléaire et même conduire à l'élimination des armes nucléaires. Il est question de cela aujourd'hui même dans l'article que le Secrétaire à la défense des Etats-Unis, Caspar Weinberger, a publié dans le journal "Herald Tribune".

L'Union soviétique, comme la majorité écrasante des Etats, se prononce contre la militarisation de l'espace extra-atmosphérique, et estime que la mise en oeuvre de l'"initiative de défense stratégique" aura les conséquences les plus néfastes pour l'humanité, y compris pour les Etats-Unis.

De l'avis de la délégation soviétique, si l'on veut examiner sérieusement et utilement le problème de la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique, il importe avant tout de se représenter exactement les conséquences d'une extension de la course aux armements à l'espace extra-atmosphérique. Si nous envisageons le problème sous cet angle, c'est que nous sommes soucieux de montrer objectivement en quoi la situation actuelle est critique et décisive, d'expliquer pourquoi la tâche qui nous attend nécessite surtout une approche politique globale, une manifestation de volonté politique, et la prise de conscience du fait qu'il n'y a pas d'autre solution raisonnable que la coopération pacifique dans l'espace extra-atmosphérique. Peut-être n'aurait-il pas été nécessaire d'évoquer en détail les conséquences d'une militarisation de l'espace extra-atmosphérique s'il n'y avait pas eu de tentatives visant à faire passer la "guerre des étoiles" pour un facteur de renforcement de la sécurité internationale.

S'agissant de la militarisation de l'espace, elle aurait commencé avec le déploiement, dans l'espace extra-atmosphérique, de moyens de frappe spatiaux destinés à atteindre des objectifs situés dans l'espace ou, à partir de l'espace, des objectifs situés dans l'atmosphère ou sur la Terre ou encore avec la mise en place d'armes destinées à atteindre des objectifs situés dans l'espace extra-atmosphérique. L'extension de la course aux armements à l'espace aura diverses conséquences négatives à long terme, politiques, militaires, économiques et autres. Dans le cadre de notre intervention d'aujourd'hui, nous nous arrêterons sur les conséquences militaires et stratégiques les plus importantes.

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

En premier lieu, l'apparition de moyens de frappe spatiaux provoquerait une accélération de la course aux armements dans tous les domaines, y compris celui des armements stratégiques. Il en résulterait un accroissement considérable des arsenaux militaires, une modification de la structure des forces armées, une augmentation brusque du niveau de confrontation militaire et des risques de déclenchement d'une guerre.

La nature spécifique des armes de frappe spatiales jouerait un rôle non négligeable dans une telle évolution des événements. Placées sur orbite circum-terrestre et équipées d'un système de manoeuvre, ces armes pourraient apparaître au-dessus du territoire de n'importe quel Etat et constituer, à tout instant, une menace pour sa sécurité. Bien plus, les armes spatiales seraient prêtes à fonctionner beaucoup plus rapidement et presque instantanément. Elles pourraient être dirigées contre des objectifs situés aussi bien dans l'espace extra-atmosphérique que dans l'atmosphère ou encore à la surface du sol.

On peut bien sûr imaginer que, grâce aux nouveaux types d'armes, on arrivera, avec le temps - et selon les calculs les plus optimistes cela prendra quelques dizaines d'années - à mettre au point un système capable de détruire les missiles déjà existants. Mais ces missiles vont être perfectionnés, compte tenu de la situation. Il ne peut y avoir d'arme absolue sur laquelle on pourrait miser car, le progrès technique, la science et la technique, facteurs créatifs, sont incompatibles avec la notion d'absolu. De plus, aucune technique, même la plus perfectionnée, ne peut garantir ni la sécurité, ni le désarmement, car il s'agit là de problèmes politiques qui n'admettent pas de solution technique.

En second lieu, la stabilité stratégique serait gravement compromise. Les situations critiques risqueraient de se multiplier sensiblement notamment en raison de fausses interprétations de la situation, d'incidents ou de défaillances techniques. Par exemple, si aujourd'hui la panne d'un satellite artificiel de la Terre est nécessairement attribuée à des défaillances techniques, cette même panne pourrait être interprétée comme le résultat d'actes prémédités de la part de la partie adverse le jour où l'espace extra-atmosphérique serait saturé d'armes.

Les armes spatiales sont conçues pour atteindre automatiquement leur objectif. Si les systèmes d'armes actuels nous laissent encore un peu de temps pour évaluer la situation, se consulter, éviter l'irréparable, dans le cas d'armes offensives spatiales, la guerre peut éclater instantanément, littéralement à la vitesse de la lumière. Ainsi, la confiance politique serait ramenée à la confiance dans la technique et ses possibilités.

En troisième lieu, l'extension de la course aux armements à l'espace extra-atmosphérique désorganise le processus et le mécanisme des négociations sur les questions de désarmement et fait disparaître toute perspective de limitation et de réduction des armements.

Les négociations soviéto-américaines sur les armes nucléaires et spatiales pourraient figurer au nombre des premières victimes du programme de la "guerre des étoiles". Nous avons déjà dit que la position non constructive adoptée par les Etats-Unis dans ces négociations constituait un obstacle à la conclusion d'accords mutuellement acceptables. Ceux qui comptent utiliser l'"initiative de défense stratégique" comme moyen de pression sur l'Union soviétique se trompent

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

lourdement. Nous ne permettrons pas que l'on utilise à nouveau les négociations pour détourner l'attention et masquer des préparatifs militaires.

L'"effet" négatif de l'initiative de défense stratégique, qui encourage la course aux armements, en particulier la course aux armements nucléaires, se fait déjà sentir dans d'autres négociations. La Conférence du désarmement rencontre ce genre de difficulté pratiquement chaque fois qu'elle examine un point de son ordre du jour.

Quatrièmement, la politique de militarisation de l'espace extra-atmosphérique ébranle le système actuel d'accords destinés à limiter la course aux armements sur la Terre et à la prévenir dans l'espace extra-atmosphérique.

Les Etats-Unis, par exemple, ne cachent plus que, lorsqu'ils prendront la décision de déployer des armes, mises au point dans le cadre du programme de l'"initiative de défense stratégique", ils dénonceront unilatéralement le Traité sur les systèmes de défense antimissiles. En fait, les Etats-Unis se trouvent déjà confrontés à pareil dilemme pour toute une série d'instruments juridiques internationaux limitant l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins militaires.

Nous sommes loin d'avoir évoqué toutes les conséquences d'une extension de la course aux armements à l'espace extra-atmosphérique, mais ce qui a été dit suffit pour se rendre compte qu'elle aura pour effet de déstabiliser la situation et d'accroître les risques de guerre nucléaire.

C'est précisément pour cela que les pays socialistes ont proposé d'étudier au sein du Comité spécial chargé d'examiner le point 5 de l'ordre du jour et en respectant strictement son mandat, les conséquences politiques, militaires, économiques et autres d'une extension de la course aux armements à l'espace extra-atmosphérique.

Comme deuxième thème de discussion, les pays socialistes ont proposé que le Comité spécial porte toute son attention sur la signification des accords internationaux en vigueur ayant trait à la limitation des activités militaires dans l'espace extra-atmosphérique et à la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique. Nous avons l'intention d'avoir une discussion constructive dont l'objectif sera clair, à savoir déterminer quels sont les domaines dans lesquels on est parvenu à arrêter la course aux armements et quels sont ceux où il faut encore le faire, pour que l'on puisse parler véritablement d'une prévention de cette course afin de pouvoir s'attaquer à l'essentiel, c'est-à-dire l'élaboration de mesures concrètes urgentes.

C'est ce même esprit de sérieux qui caractérise aussi le troisième élément de nos réflexions concernant le programme de travail du Comité spécial, à savoir l'examen des propositions relatives à la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique. Nous proposons que, dans le cadre de cette question, on examine en particulier les propositions de l'URSS visant à conclure un traité interdisant de placer des armes de tous types dans l'espace extra-atmosphérique (1981), un traité sur l'interdiction de l'emploi de la force dans l'espace extra-atmosphérique et à partir de l'espace contre la Terre (1983) et un traité sur l'utilisation à des fins exclusivement pacifiques de l'espace extra-atmosphérique au profit de l'humanité (1984). Il va de soi que nous sommes

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

également prêts à examiner de façon constructive les autres propositions et initiatives qui relèvent de la compétence du Comité spécial et qui permettront de trouver une solution pratique au problème de la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique.

Nous sommes prêts à coopérer de façon constructive avec les autres Etats participants pour que le Comité spécial puisse s'acquitter de son mandat. C'est dans un même esprit de coopération constructive que nous abordons le projet de programme de travail du Comité spécial, proposé par le Groupe des 21. Par son orientation et certaines de ses dispositions, ce document rejoint, à bien des égards, les propositions faites par les pays socialistes. A notre sens, il ne s'agit pas là d'une convergence fortuite, mais d'une confirmation de l'identité d'approche sur le fond du problème, qui est apparue dès que la Conférence a abordé l'examen des questions liées à la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique.

La position adoptée par les pays occidentaux laisse une impression différente. Il est évident qu'elle s'écarte de l'orientation principale de nos travaux et qu'elle vise à prolonger des débats ne débouchant sur aucune mesure concrète dans un avenir proche. En proposant, en particulier, d'examiner l'application des accords limitant l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins militaires, le groupe des pays occidentaux paraît plutôt vouloir déterminer les points sur lesquels un consensus s'est dégagé et ceux pour lesquels des divergences persistent, s'agissant de l'application des accords en vigueur et il s'intéresse à la légalisation et à la réglementation de la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique plutôt qu'à sa prévention. C'est pour cela qu'ils nous invitent à étudier longuement et à fond les accords existants, et à participer à des "exercices intellectuels".

Mais cette tâche ne figure pas au mandat du Comité spécial. De plus, certains de ces accords prévoient un mécanisme d'examen. En dépit de toutes les possibilités qu'elle offre, la Conférence du désarmement ne pourrait guère devenir ce mécanisme universel. D'ailleurs, la nécessité pratique ne s'en fait pas sentir. Le Comité spécial peut s'acquitter avec succès de sa tâche sans s'en écarter excessivement.

Il faut aussi évoquer cette question en raison de l'intervention du représentant de la RFA à la séance plénière de la Conférence du 4 juillet. Le représentant de la RFA a abordé, dans son intervention, des questions très diverses dont certaines trouvent une réponse aussi bien dans le document de travail des pays socialistes, que dans la présent discours. Nous avons l'intention de commenter, lors d'une prochaine réunion du Comité spécial, les autres questions abordées dans cette intervention.

Monsieur le Président, telles sont les observations que la délégation soviétique souhaitait faire au sujet des principales orientations des travaux de la Conférence consacrés au problème de la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique.

Les dirigeants soviétiques attachent une importance exceptionnelle au fait que l'espace extra-atmosphérique doit servir la cause de la paix. L'URSS part du principe qu'il sera possible de trouver une solution pratique au problème de l'interdiction d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique et de sa cessation sur la Terre, s'il y a chez tous les participants aux négociations une volonté politique, un désir sincère de poursuivre cet objectif historique.

M. WEGENER (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) :

Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour présenter un document de travail de ma délégation, ceci au titre du point 1 de l'ordre du jour, intitulé "Interdiction des essais nucléaires". Vous êtes saisi de ce document, qui porte la cote CD/612. Je suis heureux de constater que ce document est présenté en même temps qu'un autre document de travail de la délégation britannique portant sur le même sujet. Comme nous l'a expliqué le distingué Ambassadeur du Royaume-Uni, ce document donne une excellente description des problèmes techniques et politiques que l'on rencontre lorsque l'on aborde les questions liées à l'interdiction des essais, ainsi que du degré de perfectionnement auquel on est parvenu aujourd'hui dans les techniques sismologiques. Le document de travail CD/610 doit faire l'objet d'une discussion sérieuse et détaillée au sein de la présente Conférence. Ma délégation appuie pleinement son orientation. Le document de travail de la délégation britannique devrait être examiné en liaison étroite avec le document de travail que je présente aujourd'hui.

Le Gouvernement fédéral attache une grande importance à la conclusion d'un traité sur l'interdiction complète et effectivement vérifiable des essais. Il appuie donc les initiatives qui permettent de progresser vers cet objectif. Dans le même temps, le gouvernement de mon pays mesure toute l'importance des négociations de Genève entre les Etats-Unis et l'Union soviétique et souscrit pleinement à l'objectif d'une réduction significative des arsenaux nucléaires. C'est dans ce contexte général qu'a été conçu le présent document de travail sur "l'établissement et le perfectionnement progressif d'un système international de vérification et de surveillance sismologiques concernant une interdiction complète des essais nucléaires".

Monsieur le Président, en dépit des nombreux efforts qui ont été déployés et des consultations qui ont eu lieu entre les délégations, il n'a pas été possible jusqu'à présent de rétablir dans ses fonctions un Comité spécial pour le point 1 de l'ordre du jour de la Conférence du désarmement, intitulé "Interdiction des essais nucléaires". Ma délégation déplore ce fait. Nous sommes convaincus qu'il reste encore beaucoup à faire dans le domaine de la surveillance et de la vérification d'une interdiction complète des essais. Même si nous ne parvenons pas à obtenir un consensus à propos du mandat d'un organe de travail sur une interdiction des essais nucléaires, ma délégation est déterminée à persévérer dans son analyse et sa recherche de solutions à ces problèmes vitaux pour la mise en oeuvre et le respect d'une future interdiction complète des essais.

La vérification effective du respect d'une interdiction des essais est la clef du succès des efforts qui sont faits pour parvenir à la conclusion d'un traité sur l'interdiction complète des essais. Pour que les Etats veuillent bien s'engager à mettre un terme aux essais nucléaires, ils doivent être fermement convaincus que des essais nucléaires continus et militairement significatifs ne pourront pas ne pas être détectés. C'est précisément pour cette raison que la majorité des efforts qui ont été déployés au sein de cette Conférence et au sein des organes qui l'ont précédée en vue de parvenir à une interdiction complète des essais ont porté avant tout sur les questions de vérification, en particulier la vérification par des moyens sismiques. Toutes ces réflexions, cependant, se ramènent à l'élaboration d'un instrument juridique qui entrerait en vigueur sous la forme définitive d'un traité d'interdiction des essais.

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

Par opposition à cette approche fondée sur des considérations à long terme, notre objectif, dans le présent document de travail, est de mettre en place dès maintenant, bien avant la conclusion d'un traité sur l'interdiction complète des essais, un système de surveillance et de vérification sismologiques qui fonctionnerait de façon permanente. Afin de mettre un tel processus en mouvement, le système d'échange international de données sismiques, expérimenté lors de l'essai technique effectué par le Groupe spécial d'experts scientifiques en 1984, devrait également fonctionner de façon continue. Une fois qu'il serait opérationnel, ce système serait élargi du point de vue géographique et amélioré du point de vue technique afin de mettre en place un réseau sismologique mondial suffisamment perfectionné pour pouvoir surveiller et vérifier, au niveau mondial, une interdiction complète des essais. Ce projet permettrait aux scientifiques forts de leur expérience pratique de résoudre les problèmes de surveillance et de vérification en suspens et d'améliorer peu à peu la capacité de ce système de détecter et d'identifier des explosions. Dans un processus de recherche scientifique dynamique et d'application pratique, le réseau sismologique mondial se perfectionnerait au fil des années et serait disponible et opérationnel lors de la conclusion d'un traité sur l'interdiction complète des essais.

Monsieur le Président, la création et le fonctionnement permanent d'un tel réseau doivent s'inscrire dans un cadre international. C'est pourquoi nous proposons, dans notre document de travail, que pendant la période de transition, c'est-à-dire avant la conclusion du traité, le Groupe d'experts scientifiques soit chargé de surveiller la création et le fonctionnement permanent du système mondial et de faire des recommandations pour l'améliorer. Comme par le passé, le GBS soumettrait ses recommandations et ses rapports à la Conférence du désarmement. Cette nouvelle tâche pourrait être confiée au GBS en lui assignant un nouveau mandat une fois qu'il aurait fini de rédiger et présenté son rapport détaillé sur l'essai technique de 1984. Comme lors de l'essai de 1984, les installations sismologiques et les centres de données seraient exploités par les Etats participants.

Monsieur le Président, permettez-moi de faire un bref commentaire sur la partie technique de notre document de travail. Il s'agit d'un résumé d'une étude scientifique plus détaillée qui sera présenté brièvement au Groupe d'experts scientifiques par les conseillers scientifiques du Gouvernement fédéral. Les données contenues dans ce résumé reflètent une approche globale et très générale des problèmes complexes qui se posent lorsqu'il s'agit d'évaluer la relation entre magnitude et puissance. Elles doivent être affinées en tenant compte de nouvelles données d'étalonnage.

Monsieur le Président, notre document de travail porte essentiellement sur la surveillance et la vérification par des moyens sismologiques. Ceci n'exclut pas cependant d'autres possibilités, comme par exemple la surveillance de la radioactivité dans l'atmosphère. Dans la mesure où ils peuvent être utiles, les nouveaux procédés technologiques de vérification d'une future interdiction des essais pourraient et devraient être incorporés dans le cadre institutionnel proposé.

Monsieur le Président, ma délégation présente ce document de travail dans l'intention de donner un nouvel élan à notre examen de la question d'une interdiction complète des essais. J'espère que cette proposition concrète et pratique trouvera un écho favorable auprès des délégations qui siègent au sein de cette Conférence et incitera toutes les délégations à engager une fois de plus un dialogue de fond sur une interdiction complète des essais.

M. GARCIA ROBLES (Mexique) (traduit de l'espagnol) : Il y a deux mois et demi, les 25 et 26 avril, s'est tenu à New York un Colloque sur la survie à l'ère nucléaire, sous les auspices conjoints de la Fondation du tiers monde pour les études économiques et sociales et des Parlementaires pour un ordre mondial. Ce colloque était présidé par M. Willy Brandt et, comme il l'a dit lui-même dans une lettre adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, ses 29 participants - au nombre desquels j'ai eu le privilège de figurer - "originaires de l'Est et de l'Ouest, du Nord et du Sud" étaient amplement représentatifs de la communauté mondiale.

A l'issue de ses délibérations, le Colloque a approuvé une Déclaration qui traitait de questions étroitement liées à celles qui figurent à l'ordre du jour de la Conférence du désarmement et dont, pour cette raison, ma délégation a jugé opportun de demander la reproduction et la distribution en tant que document officiel de la Conférence, ce qui a été fait aujourd'hui dans le document qui porte la cote CD/609.

Nous pensons que les conclusions qui sont résumées dans cette Déclaration peuvent avoir une influence positive sur nos travaux, comme le fait apparaître la simple énumération des principaux thèmes qui y sont examinés : la menace nucléaire, les relations Est-Ouest, le gel des armements nucléaires, l'interdiction complète des essais d'armes nucléaires, la non-utilisation en premier des armes nucléaires, la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique, la non-prolifération des armes nucléaires, les rapports entre le désarmement et le développement, et la mobilisation de l'opinion publique mondiale en faveur du désarmement.

Les auteurs du document que je viens de mentionner ont évoqué en termes élogieux une autre Déclaration, celle que six chefs d'Etat ou de gouvernement ont signée à New Delhi le 28 janvier dernier et qui a été également reproduite en son temps comme document de la Conférence du désarmement (CD/549), et ils terminent en lançant un appel pour que soit "entrepris et appliqué à brève échéance un programme de désarmement" comprenant quatre mesures qui présentent une grande analogie avec les recommandations de la Déclaration de New Delhi et qui sont les suivantes :

1. Un accord pour prévenir la militarisation de l'espace extra-atmosphérique et une extension de la course aux armements à ce milieu;
2. La cessation immédiate de tous les essais d'armes nucléaires et la conclusion rapide d'un traité d'interdiction complète des essais;
3. Un gel réciproque et vérifiable de la mise à l'essai, de la fabrication et du déploiement d'armes nucléaires et de leurs vecteurs;
4. Une déclaration par les Etats dotés d'armes nucléaires qui ne l'ont pas encore fait, de ne pas être les premiers à utiliser des armes nucléaires."

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Mexique de sa déclaration.

Je n'ai plus personne sur ma liste. Y a-t-il d'autres orateurs qui désirent prendre la parole ? Ce n'est pas le cas.

Le Secrétariat a distribué aujourd'hui, à ma demande, un calendrier des réunions de la Conférence et de ses organes subsidiaires pour la semaine prochaine. Ce calendrier a été établi en consultation avec les présidents des Comités spéciaux. Comme d'habitude, ce calendrier n'a qu'un caractère indicatif et peut être modifié selon que de besoin.

(M. Garcia Robles, Mexique)

A ce sujet, je voudrais annoncer que, après avoir consulté les coordonnateurs des groupes, il me semble qu'il n'y a pas d'objection à ce que l'on ajoute au calendrier qui a été distribué par le Secrétariat une réunion officieuse de la Conférence le jeudi 18 juillet, immédiatement après la séance plénière. Cette réunion officieuse sera consacrée au rapport de la Conférence à l'Assemblée générale sur l'examen de nouvelles mesures dans le domaine du désarmement pour éviter une course aux armements sur le fond des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol.

S'il n'y a pas d'objection, le Secrétariat distribuera une révision du calendrier qui tiendra compte de cette addition.

S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Conférence adopte ce calendrier avec le changement indiqué.

Il en est ainsi décidé.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le mardi 16 juillet, à 10 h 30.

La séance est levée à 12 h 15.